6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

Téléphones : à LILLE N° 1.02 — à ROUBAIX N° 3.28 — à LENS N° 1.02

ABONNEMENTS — 3 mois 6 mois 1 an
Nord et Départements limitrophes . . . . . 4 fr. 50 9 fr. 18 fr.
Autres Départements. . . . . 5 fr. 50 11 fr. 22 fr.
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les bureaux de poste

Le Numéro 5 Centimes

PUBLICITÉ — Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger

Jeudi 4 JUIN 1908

Majorité d'Equivoque et Majorité d'Action

La majorité considérable qui s'est groupée autour du ministère dans le vote significatif de lundi constitue à la Chambre la véritable majorité républicaine, la véritable majorité de Gauche, la véritable majorité d'action. Et cette majorité-là, il suffit d'un scrutin parlementaire portant sur une décisive question de réforme pour la dégager. On voit que, à l'occasion, elle n'est ni moins importante ni moins forte que l'autre.

Car vous savez qu'il y a une autre majorité.

A côté, et parfois en dehors de la majorité d'action, il y a au Palais-Bourbon comme au Luxembourg une sorte de majorité bâtarde et indécise qui soutient le gouvernement, mais à la condition que le gouvernement ne réalise pas son programme. On trouve là bon nombre de députés ou de sénateurs du Centre, et même de la Droite, qui, selon le mot de M. Clemenceau, aiment le ministère contre M. Jaurès, mais pas autrement. Lorsque le président du Conseil se trouve amené à faire face aux socialistes unifiés de l'Extrême-Gauche, tous ces ministériels de pure forme opinent du bonnet et applaudissent avec enthousiasme. Seulement, ils font une étrange grimace dès que le gouvernement affirme sa volonté bien déterminée de mettre son programme en application. Ils aiment le ministère contre M. Jaurès, et ils voudraient bien l'aimer aussi contre toute politique d'action laïque et réformatrice. Si le ministère s'avise de ne pas fouler aux pieds les engagements pris, s'il s'avise de ne pas renier la parole solennellement donnée devant les deux Chambres, les voilà sitôt rentrés dans l'opposition.

Voilà pourquoi, la mort dans l'âme, ils viennent de voter comme un seul homme contre le gouvernement à propos de l'impôt sur le revenu.

Et sans doute eussent-ils préféré que le Cabinet ne posât pas la question de confiance de façon à pouvoir voter contre la réforme sans voter contre le ministère. C'est le sentiment qu'un certain nombre d'orateurs opposés au projet d'impôt sur le revenu, et en particulier M. Ribot, se sont attachés à exprimer à la tribune de la Chambre. « Pourquoi posez-vous la question de confiance ? » s'est écrié naïvement le leader des progressistes en s'adressant au président du Conseil. Et M. Clemenceau de lui répondre avec autant de loyauté que d'énergie : « Que penseriez-vous de nous, Monsieur Ribot, si nous ne nous solidarisions pas avec M. le ministre des Finances dans une question qui, au fond, est celle de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt ? »

Mais M. Ribot eût trouvé tout naturel que le président du Conseil gouvernât d'accord avec les adversaires de son programme de réformes, contre la majorité d'action qui soutient la réalisation de ce programme.

M. Clemenceau a fort heureusement une conception toute différente de son rôle et de son devoir. Et cette conception, il l'a nettement exposée dans une seconde réplique au député de Saint-Omer. « Je ne conçois pas le gouvernement dans d'autres conditions, a-t-il dit. Nous avons modestement apporté quatre réformes dans notre programme. Nous les avons proposées, nous les défendons sincèrement, sérieusement ; nous voulons leur triomphe et nous apportons notre puissance de gouvernement à la défense de ces idées, de ces principes. Nous n'avons ni le droit ni l'envie de faire autrement. Nous disons que nous n'avons pas de raison d'être si nous ne nous donnons tout entier à la défense de ces réformes. » Revenant là-dessus encore quelques instants après, le président du Conseil ajoutait comme pour donner plus de force à ses déclarations : « Je perdrais ma propre estime si je manquais à la parole que je me suis donnée librement. Nous sommes convaincus de travailler pour le bien du pays. »

Un tel langage, souligné par les vigoureux applaudissements des députés de Gauche, est le seul digne d'un chef de gouvernement.

De quelque opinion que l'on se réclame, à quelque parti que l'on appartienne, il n'y a qu'une chose qui compte pour des hommes au pouvoir : c'est de s'efforcer de réaliser le programme politique, économique et social dont ils sont les défenseurs. Et on ne peut pas faire de pire injure à des ministres que de leur dire, comme on a dit si souvent depuis quelques mois à M. Clemenceau et à ses collègues : « Oubliez vos promesses, et nous serons avec vous ! Déchirez votre programme, et nous vous accorderons nos suffrages ! » Le président du Conseil a eu cent fois raison de repousser avec indignation l'hypocrisie d'un parti marché.

Et ce qui s'est passé lundi au Palais-Bourbon se renouvellera bientôt au Luxembourg.

Lorsque le Sénat sera appelé à voter sur le projet de rachat de l'Ouest, nous verrons des adversaires de cette réforme monter à la tribune pour supplier le gouvernement de ne pas poser la question de confiance. Déjà, le groupe de l'Union Républicaine réuni sous la présidence de M. Antoine Perrier a pris une délibération indiquant que « la question d'ordre purement économique devrait être tenue en dehors de toute question politique », et concluant en ces termes : « La question de confiance devrait donc rester étrangère au débat, les adversaires du rachat n'étant nullement les adversaires du gouvernement, auquel ils ne songent pas à faire échec. » La thèse, on le voit, ne varie guère. Il s'agit — tout simplement ! — d'obtenir du ministère qu'il abandonne son programme pour conserver sa majorité.

Mais cette majorité qu'on lui demande de conserver n'est qu'une majorité d'équivoque. M. Clemenceau et ses collègues n'en ont que faire. Ils auront toute la démocratie avec eux s'ils restent avec la majorité d'action.

Camille FERDY.

Hier & Aujourd'hui

ZOLA AU PANTHEON

C'est aujourd'hui que la France républicaine va donner à Zola la consécration d'une gloire immortelle en réservant pour son cercueil une place au Panthéon, que la Patrie reconnaissante a élevé à ses Grands Hommes, aux Grands Citoyens.

Nous reproduisions il y a quelques jours dans nos colonnes, l'affiche écœurante que l'on peut lire encore sur les murs de Lille ; les hommes noirs essaient toujours de vilipender, de salir, de bafouer le grand justicier qui leur arracha leur victime et ruina leurs intrigues, l'immortel auteur de « J'accuse ! »

Où étaient-ils donc ceux qui inspirent ces insulteurs lorsque la Chambre et le Sénat votaient au milieu d'acclamations enthousiastes la translation des cendres d'Emile Zola au Panthéon ?

Tous ceux qui avaient aidé aux forfaitures du grand Etat-Major, tous ceux qui s'étaient rués contre Dreyfus, traînant aux gémonies ses défenseurs, tous se taisaient. Depuis la Congrégation a repris courage. Cependant, elle n'ose plus rééditer les infamies de la période dreyfusarde ; c'est au penseur, à l'écrivain génial qu'elle s'attaque, essayant de le montrer à la foule ignorante et crédule qui forme sa clientèle, comme un « sans-patrie » et un homme sans mœurs.

Certes, Zola a tracé un furieux réquisitoire contre la société telle que l'ont faite et l'égoïsme social et les hypocrisies religieuses ; il a exhibé brutalement les lèpres des bas-fonds, les prostitutions et les hontes d'une société faite d'injustices, de misères immérités ou de déchéances ; mais dans ses derniers livres, poèmes superbes, le moraliste apparaît qui montre la nécessité d'une orientation nouvelle.

Les mensonges cléricaux n'y feront rien ; tous ceux en France qui ont suivi pendant les heures si sombres, si angoissantes de « l'Affaire », Zola et la pléiade des écrivains qui luttèrent avec lui pour la Vérité et pour la Justice, se joindront aujourd'hui au gouvernement de la République pour rendre un suprême hommage au citoyen héroïque que la haine de la réaction poursuit jusque dans son tombeau.

G. DESMONS.

L'ACCIDENT

1

Accoud à la fenêtre de son bureau, d'où se voyait la perspective grouillante et confuse des vastes quais d'Anvers, Johan Van Daems suivait d'un œil attentif et heureux les manœuvres du déchargement de l'« Espérance ». Arrivé de Batavia, les flancs chargés de riz, de café, de coton et d'épices, immense vapeur balançait depuis trois jours sa coque luisante sur les eaux pâles et tristes de l'Escaut. Et pendant ces trois jours, les cheminées éteintes, les hublots fermés, les échelles repliées, le pont désert, avaient rendu l'« Espérance » semblable à quelque vieux navire réformé, à quelque ancienne épave oubliée pour toujours dans les docks.

Puis, subitement, la vie, le bruit, le mouvement, le travail étaient revenus à bord. La bête endormie s'était réveillée et, depuis le matin, tandis qu'elle trépidait et grondait, une centaine de déchargeurs, les bras nus, la culotte bouclée aux hanches par une ceinture de cuir et le torse ceint d'un maillot aux couleurs ravées, allaient et venaient sur le pont, montaient et descendaient par les passerelles, le dos courbé sous les sacs et les balles.

Réjoui par le spectacle de ces fourmis laborieuses dont chacune portait une parcelle de sa fortune, Johan Van Daems songeait que par delà les terres et par delà les horizons, en des ports asiatiques ou malaisiens, d'autres fourmis, noires, jaunes, blanches, mais toujours dociles, courbées et miséreuses, accomplissaient un travail analogue en chargeant des vapeurs qui, dans quelques semaines, viendraient atterrir à cette place même où se trouvait l'« Espérance ». De leurs flancs sortiraient sans relâche les sacs de riz et de café, les ballots de coton et les caisses d'épices.

Sous l'influence d'un déjeuner exquis fait au Cercle du Commerce en l'absence de sa femme, et encore engourdi par la fumée d'un troisième cigare, Johan Van Daems éprouvait à cette heure la joie de vivre et son regard allait avec complaisance des docks grouillants de vie jusqu'à l'eau des canaux, semblable à une lame de plomb, sous le soleil de mai.

Puis, il songea à sa femme, Flamande blonde et grasse, qu'il avait épousée l'an dernier, dans un coup de folie. Issue d'une race bourgeoise et austère, catholique et fervente, elle conduisait à cette heure une caravane de pèlerins vers l'un des saints les plus notoires du royaume belge. Un train du soir la ramènerait à Anvers et déjà Johan Van Daems escomptait le dîner en tête à tête, puis, sous l'amoureuse caresse des étoiles, la rentrée au logis tout égayé de tulipes et parfumé de lilas.

Et voilà que, brusquement, des crieurs envahirent les quais, attroupèrent les passants, par l'annonce sensationnelle des journaux de cinq heures :

— Demandez... Accident de chemin de fer... Deux cents victimes... Horrible catastrophe... Trente morts...

Johan Van Daems descendit en hâte, acheta le journal et pâlit. Le train dans lequel se trouvait sa femme venait d'être pris en écharpe à Contich, par l'express de Bruxelles. Il courut au parage, hèla le chauffeur, sauta dans l'automobile qui vira vers Contich...

— Joris... mon Joris aimé, laisse-moi mirer mes yeux dans tes yeux... J'aime ton regard.

— Et moi, j'adore tes lèvres, ma Myr chérie...

— Il faudra m'aimer toujours.

— Je t'aimerai tant que tu m'aimeras.

— Moi je t'aimerai même lorsque tu ne m'aimeras plus.

— Amie, je t'aimerai toujours.

Joris Grutler, le jeune et déjà célèbre avocat anversois ponctua sa phrase d'un baiser sur la chevelure de Myriam. C'était pour eux une fête d'amour rare et exquise, toute une journée passée dans leur garçonnière, non loin du musée Plantin, dans l'une des rues les plus désertes de la ville.

Mais voilà que soudain, des rumeurs montèrent vers leur solitude. Des cris rompirent le silence, des attroupements se formaient sur les seuils des boutiques.

— Ecoute, dit Joris.

— Ah ! qu'importe ! Soyons tout à notre amour.

— Ecoute... je t'en prie.

Myriam protesta des lèvres, referma sur son ami le cercle de ses bras. Elle ne voulait rien entendre ; l'univers se limitait aux murs de leur boudoir ; qu'importait le vain bruit des foules !... Quelque crime, sans doute, que clamaient les crieurs de journaux.

Mais les cris se précisèrent, vinrent jusqu'à eux, forcèrent leur attention.

— Accident... chemin de fer... deux cents victimes... horrible catastrophe... trente morts...

Cette fois ils pâlirent ; leurs bras se dénouèrent. Joris Grutler descendit en hâte et remonta, tremblant, un journal à la main.

— Myriam... vite... mets ton chapeau...

En phrases hachées, il expliqua l'accident, la collision des trains.

— Je suis perdue... mon mari me croit à bas... il saura tout...

— Non pas, Myr... il est encore temps... viens vite...

Dans la rue, ils hélèrent une auto vide et filèrent sur Contich...

La scène était d'un réalisme tragique. Lancé à toute vitesse, l'express de Bruxelles avait tamponné le train de pèlerins venu d'Anvers. Les trois dernières voitures se trouvaient réduites en miettes par la locomotive qui, son élan brisé, était venue s'arc-bouter sur la quatrième, les roues en l'air, tel un cheval qui se cabre.

Des morts, des mourants, des blessés râlaient parmi l'enchevêtrement des essieux, les planches des portières, des vitres. Des cris, des pleurs, du sang, une mêlée confuse entre les survivants qui se tâtaient, puis, se sentant sains et saufs, couraient au secours, appelaient du haut des talus les paysans aperçus dans leurs champs.

Quand Johan Van Daems arriva sur les lieux du sinistre, son premier soin fut de chercher sa femme. Fou de terreur, le cœur bondissant, il courut le long des rails en criant :

— Myriam !... Myriam, où es-tu ?... Myriam, ma femme adorée, réponds-moi !

Mais nul écho ne répondit à sa voix. Il revint alors sur ses pas et lentement, d'une volonté têtue, il prit les morts, les mourants, les blessés, l'un après l'autre, se pencha sur eux, procédant à un tri macabre, dégageant les corps enchevêtrés, cherchant parmi les femmes la blonde et grasse Flamande dont la menotte rose et potelée avait griffé son cœur pour toujours.

Il allait, chancelant, tremblant, ivre de douleur, indifférent aux râles et aux agonies, écartant les fillettes et les garçonnets, enjambant les bras brisés et les crânes défoncés de petits soldats morts dans l'accident, ne s'arrêtant que lorsqu'il voyait une femme, une femme jeune et belle comme l'était la sienne.

Et voilà que, soudain, tandis qu'il relevait le front pour s'éponger, il aperçut contre lui, presque souriante — et si heureuse de vivre en cette atmosphère de mort — celle qu'il cherchait, sa Myriam, sa femme, son adorée.

— Toi !... Toi !... vivante... Oh ! quel bonheur ! ...

— Johan... Johan... C'est un miracle...

Sans en dire davantage, les deux époux s'embrassèrent cependant que des larmes jaillissaient de leurs yeux. Puis, quand l'émotion première fut calmée, Myriam prononça :

— Johan... C'est à notre ami Grutler que je dois d'être en vie.

— Grutler !... Ce bon Grutler... Ah ! mon brave ami, laisse-moi t'embrasser.

— Je l'ai rencontré à la gare ce matin... Il n'a pas voulu que je monte avec le pèlerinage... prétendant que je serais mieux en première...

— Il avait raison... Quelle chance tout de même que tu l'aies rencontré... Mon bon Grutler, je te dois la vie de ma femme... Mes amis, pour fêter ce bonheur, je vous emmène souper...

Tous les trois blottis dans l'auto, filèrent sur Anvers, loin de la mort, vers la vie, vers l'amour...

Armand CHARPENTIER.

ECHOS

MOYEN INGENIEUX DE CASER LES SPECTATEURS AU THEATRE

Les magistrats au parquet; les académiciens aux fauteuils ; les canotiers sur la scène les douaniers à la rêrie; les jardiniers au parterre ; les perruquiers dans les frises ; les cardeurs aux balcon ; les concierges dans les loges ; les maîtres nageurs dans les baignoires ; les orateurs au secours ; les dévots au paradis; les cocottes au poulailler ; les médecins à l'amphithéâtre.

Les Fêtes de la Braderie DE VALENCIENNES

LA REINE DE VALENCIENNES ET SES DEMOISELLES D'HONNEUR

(Au centre : La reine, Mlle Hortense Brasseur ; à droite, Mlle Mathilde Hourdeau ; à gauche, Mlle Hemeline Canion).

Mardi soir, à huit heures et demie, les portes de l'Hôtel-de-Ville de Valenciennes s'ouvraient devant de joyeux essaims de jeunes ouvrières, venues des usines de pilou de Saint-Saulve et Marly, sur convocation du Comité de la Braderie, pour désigner leur reine.

Gaîment, la bande des électrices et candidates se rend à la grande salle de l'ancien tribunal, qui ne connut jamais sans doute, aussi charmante assistance.

Au bureau prennent place les membres du Comité de la Braderie, que préside le citoyen Bouillon.

Celui-ci remercie les nombreuses jeunes filles présentes qui sont une cinquantaine environ, et demande, pour fixer le choix, à celles qui briguent la candidature, de se placer en avant, avec chacune un numéro qui les distinguera... choix difficile, car tant de frimousses sont gentilles.

Sans incidents, sans autre bruit que le gazouillis des fraîches voix, donnant certes le bon exemple aux électeurs pour de bon, on procède au vote, au bulletin secret.

Obtiennent : les numéros 18 et 12 une voix ; le numéro 5, cinq voix ; les numéros 10 et 7, onze voix ; le numéro 9, quatorze voix.

Ce dernier est représenté par Mlle Hortense BRASSEUR, vingt-et-un printemps, demeurant au faubourg de Marly, ouvrière de la maison Debiève.

C'est une brave travailleuse, très estimée de ses compagnes et de la direction.

Elle est, croyons-nous, depuis déjà longtemps dans l'établissement, où elle fut même une des victimes de l'explosion du 31 Décembre 1906.

Les blessures qu'elle eut alors, et qui n'ont pas eu de gravité, n'ont pas altéré la joliesse fraîche de son visage aux traits délicats, qu'auréole une chevelure châtain et qu'éclairent deux yeux veloutés.

Toute la salle applaudit. La « reine », un peu émue, accepte, mais elle désire avoir, comme demoiselle d'honneur, une de ses compagnes de l'établissement.

On accède à ce désir et le numéro 7 qui désigne une ouvrière de la maison Debiève, est acclamé.

C'est Mademoiselle Mathilde HOURDEAU vingt ans rue du Quesnoy, à Marly, une séduisante brune aux yeux noirs et profonds qui disent la joie de vivre.

Un second tour de scrutin est donc nécessaire pour la seconde demoiselle d'honneur. Le numéro 6 obtient 30 suffrages contre 10 au numéro 1 et 13 au numéro 2, toutes de la maison Weil.

Le numéro 6, c'est la Benjamine, une agréable mutine de dix-sept ans, Mademoiselle CANION Hermeline, nom poétique et doux comme la titulaire. Elle demeure rue Rolland, à Marly.

C'est de Marly que nous vient la beauté.

M. Séligman, président d'honneur, surgit, avec trois superbes gerbes de fleurs, qu'il remet à chacune, non sans le « bécot » officiel.

Nouveaux applaudissements, rires sonores, et la séance est levée, non sans que la reine et ses compagnes n'aient été photographiées, et « mensurées » pour les toilettes que le Comité de la Braderie leur offre.

Le Congrès Sénatorial du Nord

Sur la présentation de deux candidats, MM. Debierre et Sculfort, ce dernier a obtenu 50 voix de majorité.

Quel qualificatif faut-il donner au congrès dont on lira ci-dessous le compte-rendu ?

Est-ce un congrès « républicain » ou un congrès réactionnaire ?

A en juger par la présence de MM. Dron, Bersez, Defontaine, Debierre, etc., c'était un congrès républicain.

A y constater la part prise par MM. Roussel, Seydoux, etc., c'était une assemblée de progressistes.

Ce n'était, en somme, ni l'un ni l'autre ; et il semble que la composition de cette étrange réunion ait eu pour but de justifier le tableau fait hier dans nos colonnes de la confusion jetée dans le parti républicain du Nord par les manœuvres d'un préfet de réaction.

Quel singulier congrès !

Ici les parlementaires radicaux socialistes dont les votes permirent au petit père Combes de dissoudre les congrégations ; et près d'eux, avec eux, en vue de choisir un candidat commun, M. Ed. Roussel, l'élu des 134 congréganistes qui passèrent la frontière pour assurer son élection.

Ici, Bersez, l'élu des radicaux francs-maçons du Cambrésis, et près de lui Seydoux, l'élu de tous les calotins du même Cambrésis.

Et quel spectacle que de voir les bulletins de ces hommes, dont les vues sont diamétralement opposées, porter un seul et même nom, celui d'un candidat destiné à les représenter tous !

Quelle immorale comédie ! et quel écœurement doit s'emparer des braves citoyens républicains qui ont bataillé contre les calotins et qui voient ces derniers participer maintenant avec les anticléricaux au choix d'un candidat unique !

Pour nous, qui avons un candidat issu d'une assemblée homogène en ses vues, nous pourrions nous réjouir de cette lamentable situation du parti républicain ; car en face de ces réunions de Babel où les associés doivent finir par s'entredévorer, le parti socialiste apparaît comme le refuge nécessaire pour ceux qui veulent travailler réellement au progrès humain, et non se contenter de ces contradictoires parodies.

Mais nous consulterons que le rôle historique du parti républicain est loin d'être terminé, et nous déplorons pour l'évolution inévitable qu'il se laisse pénétrer, à l'heure où il est tout puissant, par les fauteurs de réaction dont il avait triomphé.

Ce qui surprendra le plus dans cette comédie, c'est la naïveté des membres du parti radical et radical socialiste qui acceptent de soumettre leur candidat au vote d'une assemblée où l'on a introduit quantité de progressistes.

Que les progressistes viennent s'acquitter sur le nom du candidat de M. Vincent de la reconnaissance qu'ils doivent au préfet cher à M. Motte, c'est très naturel.

Mais que les amis de M. Debierre acceptent de permettre aux représentants des trocards de faire la majorité contre leur candidat dans une réunion dite républicaine, cela dépasse les bornes.

Pourquoi ne pas convoquer aussi l'archevêque de Cambrai ?

Après tout c'est leur affaire, et s'ils aiment à se laisser rouler...

Constatons toutefois que, sans la présence des progressistes, la candidature Sculfort était bien compromise.

M. Roussel et ses amis, M. Seydoux et ses amis, M. Narcisse Petit et ses amis, MM. Assoignon, Vaillant, de Lauwereyns, etc., tous les progressistes en un mot, les anciens et les nouveaux, ont apporté leurs bulletins de vote, et la majorité n'est que de cinquante voix.

Quoiqu'il en soit, les deux candidats qui seront seuls en présence seront M. Sculfort et notre ami le citoyen Delory.

Les conservateurs, dits libéraux, en effet, ont en ce moment la figure de dindons qui auraient couvé des progressistes ; et lâchés momentanément par ces derniers, qui ne seraient rien sans eux, ils n'ont qu'à attendre le jour où les progressistes leur auront préparé le logement d'où seront chassés les radicaux.

Qu'ils patientent un peu. M. le préfet travaille pour eux.

LE CONGRÈS

A deux heures de l'après-midi, hier, les alentours de la salle de la Société Industrielle, à Lille, sont animés par l'arrivée des membres du Congrès Sénatorial républicain.

Parmi les groupes, voici les figures notoires MM. Bersez, Maxime Lecomte, Trystram Davaine, qui conciliabulent. M. Dron arrive, puis M. Roussel, adjoint au maire de Roubaix. M. Claeys, maire de Bergues, fait sa petite entrée dans les groupes de congressistes. Le républicanisme du Congrès sera évidemment, très étendu.

Comme deux frères siamois, MM. de Lauwereyns et Vaillant ne se quittent pas. M. Debierre serre de nombreuses mains. Il devient le point de mire de tous les regards. C'est à lui que s'adresse M. Bersez, au bout d'un instant, pour faire entrer les congressistes dans la salle. « Entrez, tout le monde va suivre. »

Sur une porte d'accès de la salle, on a apposé les étiquettes : « Electeurs de droit », MM. de Lauwereyns et Vaillant lisant mal : « Electeurs de droite », s'entraînent réciproquement ; en disant : « Notre entrée est par ici ! »

A cette porte, quelques contestations ont lieu. On veut empêcher d'entrer MM. Defontaines, député, et Maillengier, conseiller d'arrondissement, qui ne se sont pas munis de leurs cartes de congressistes. Le différend finit par s'arranger.

Dans la salle, des rangées de fauteuils ont été réservées aux sénateurs et députés. Il y a là MM. Maxime Lecomte, A. Potié, Trystram, Bersez, sénateurs ; MM. Dron, Delecroix, Pasqual, Defontaine, Dehove, Le Roy, Guislain, députés.

Voici encore, au hasard, MM. Vancauwenberghe, conseiller général ; Terquem, maire de Dunkerque ; Davaine, conseiller général ; Ed. Roussel, adjoint au maire de Roubaix ; Jollivet, conseiller d'arrondissement ; Sandrart, conseiller général ; Geeraert, maire de Malo-les-Bains ; Vandenbusche, maire de Saint-Sylvestre-Cappel ; Legillon, conseiller d'arrondissement ; Georges Potié, maire de Loos, etc.

M. Sculfort entre au moment où on constitue le bureau. Il a l'air bien fatigué en s'appuyant sur son ombrelle blanche et verte.

M. Bersez est nommé président. MM. Dron et A. Potié sont assesseurs. M. Le Roy est secrétaire.

M. Bersez prend la parole.

Allocution de M. Bersez

M. LE PRESIDENT. — Le présent Congrès, dont je vous remercie d'avoir confié la direction au président du Conseil général et à ses collègues et amis, MM. Dron et Potié, est appelé à faire choix d'un candidat républicain en vue des élections sénatoriales du 21 juin prochain.

Je n'ai pas à vous faire remarquer que la désignation de ce candidat empruntée à la récente élection des conseils municipaux une importance particulière.

Les nouveaux délégués sénatoriaux vont avoir à nous faire connaître les indications précises qui se dégagent de la dernière consultation électorale.

Si je ne me trompe, Messieurs, l'idée républicaine n'a subi dans notre département, ni altération, ni choc ; elle est aujourd'hui ce que nous l'avons toujours connue, ferme et sage, aussi libre des regrets stériles de l'idée conservatrice que des chimères impuissantes et néfastes de l'idée révolutionnaire. (Quelques « Très bien, très bien » éclatent dans la salle).

Elle reste la saine doctrine qui ne s'effraie pas des réformes réclamées par le peuple, quand ces réformes sont pratiquement réalisables, mais qui n'entend faire aucun mouvement en arrière vers le régime autocratique du passé, qui entend, par contre, ne marcher vers l'avenir qu'avec infiniment de précautions, pour ne pas leurrer la démocratie de trop riantes illusions et de trop fragiles espoirs.

Il ne m'appartient pas, Messieurs, de sortir du rôle de neutralité que m'impose ma qualité de président, mais j'oublierais l'honneur que m'ont fait mes amis républicains en m'appelant à la présidence de ce congrès, si je ne leur disais qu'en ce moment notre département compte sur eux pour choisir parmi tous les démocrates qui sont ici, l'homme qui leur semblera le plus qualifié par tous les actes de son passé par l'unité de sa vie politique, par l'indiscutable fermeté de ses convictions, pour représenter notre parti et pour conduire une fois de plus à la victoire le drapeau autour duquel nous avons tous si souvent combattu déjà. » (Applaudissements).

La parole est donnée à M. Daine.

Le congrès décide ensuite de n'accorder la parole que cinq minutes à tous les orateurs et un quart d'heure à tous les candidats.

La parole est donnée à M. Davaine.

Allocution de M. Davaine

M. DAVAINE. — Je n'ai que deux mots à dire à propos d'un fait personnel. Plusieurs de mes amis politiques et personnels avaient pensé poser ma candidature devant ce Congrès ; ils croyaient que les services que j'avais pu rendre au département, au Conseil général, aux agriculteurs du Nord, me donnaient quelques droits aux suffrages des électeurs sénatoriaux.

Avant de répondre à ces sollicitations trop flatteuses, je le déclare je me suis associé dès le début aux démarches qui ont été faites par plusieurs de nos amis auprès de notre éminent ami M. Dron, et aussi auprès de M. Sculfort. Après avoir longtemps hésité, M. Sculfort a consenti à se mettre à la disposition de son parti.

Ma candidature disparaît devant la sienne, devant celle d'un républicain intègre, éprouvé, qui depuis sa jeunesse a mené le bon combat républicain avec un talent hors de pair et un courage admirable.

Je crois que les intérêts du département et de la République ne sauraient être en de meilleures mains, et je déclare très nettement que je me désiste en sa faveur. Je tiens à ce qu'il n'y ait aucune équivoque à ce sujet. »

Lecture de M. Sandrart

M. SANDRART vient lire à la tribune un discours qui n'est qu'une apologie de M. Sculfort. Cela commence ainsi :

« Messieurs,

Tout d'abord je tiens à déclarer qu'il y a une candidature à laquelle je me rallie de suite s'il accepte de la poser, c'est celle de notre ami Dron. Si non je revendique la priorité pour celle de Sculfort que je vous présente comme son plus ancien témoin, le plus vieux second de ses luttes politiques.

Dès les dernières années de l'Empire, Sculfort s'est enrôlé avec ardeur dans cette phalange d'hommes jeunes et intrépides qui marchèrent hardiment... et l'éloge se déroule longuement pomponné de périphrases. M. Sandrart termine par ces mots :

« Sculfort va vous développer son pro-